



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

taux

Question écrite n° 24451

Texte de la question

M. Maurice Leroy attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sur les vives inquiétudes exprimées par plusieurs entreprises du Loir-et-Cher quant à l'augmentation annoncée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de certaines prestations du secteur des services à la personne, notamment les travaux de jardinage, fixée au 1er avril 2013 puis reportée au 1er juillet 2013. S'il intervenait, ce relèvement de 7 % à 19,6 % de la TVA, qui s'ajoute à une première augmentation effective depuis plus d'un an, compromettrait la pérennité de nombreuses très petites entreprises (TPE) de la région Centre qui, aujourd'hui, sont au nombre de 290 et emploient 480 personnes. Cette décision, imposée par la Commission européenne, menace non seulement la survie des entreprises et les emplois, mais également le maintien à domicile de personnes âgées. Dans ces conditions, il semble difficile pour un secteur économique constitué majoritairement de très petites entreprises (TPE) d'assimiler une hausse près de 15 % en moins de 18 mois. De plus, celles-ci craignent de voir le recours au travail dissimulé augmenter et menacer leurs structures. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir l'informer des mesures d'accompagnement que le Gouvernement entend prendre pour préserver ce tissu socio-économique.

Texte de la réponse

La directive TVA n° 2006/112/CE du 28 novembre 2006 ne permet un taux de TVA réduit aux Etats que pour les activités de soins à domicile qui visent à satisfaire les besoins de la vie courante des personnes, concernant notamment l'hygiène et l'alimentation, et liés à la santé et au bien-être de ces personnes, ainsi que les soins destinés aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes malades ou aux personnes handicapées. Cinq activités de services à la personne et le mandatement étaient soumis à un taux réduit de TVA de 7 % alors qu'elles ne répondaient pas, selon la Commission, aux exigences définies par la directive TVA. Une mise en demeure avait été transmise en ce sens à la France en 2011 et un avis motivé lui a été adressé en 2012. Afin d'éviter un contentieux devant la Cour de justice européenne, avec le risque de voir d'autres activités relevant des services à la personne soumises à un taux de TVA normal, les autorités françaises se sont conformées aux demandes de la Commission. Le Gouvernement a par contre prévu de différer l'application de cette mesure au 1er juillet 2013 sauf pour les contrats signés avant cette date alors qu'elle devait entrer en vigueur au 1er avril 2013. Cette augmentation de TVA s'applique de la même manière aux entreprises de petit jardinage que pour les autres entreprises concernées par le taux normal de TVA, ainsi que celles qui ont choisi le mode mandataire. Au titre des mesures d'accompagnement prises pour amortir l'effet de cette mesure pour le secteur, le Gouvernement a pris un décret relevant de 2 000 € les plafonds de dépenses éligibles à l'avantage fiscal à l'impôt sur le revenu (plafonds fixés par l'article D. 7233-5 du code du travail) au titre des petits travaux de jardinage et l'assistance informatique à domicile. Ce relèvement, respectivement de 3 000 € à 5 000 € pour les travaux de jardinage et de 1 000 € à 3 000 € pour l'assistance informatique, assurera que, pour l'ensemble des consommateurs de ces services, le surcroît de TVA sera compensé, pour moitié, par une hausse de l'avantage fiscal à l'impôt sur le revenu. En moyenne, le surcoût net pour le consommateur n'excédera pas quelques dizaines d'euros par an. Le recours au travail déclaré demeurera beaucoup plus avantageux, grâce aux

avantages fiscaux offerts au titre de l'impôt sur le revenu, que le recours au travail clandestin.

Données clés

Auteur : [M. Maurice Leroy](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 24451

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 avril 2013](#), page 4037

Réponse publiée au JO le : [9 juillet 2013](#), page 7199